

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement
et du logement
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin
Subdivision Mulhouse 1

Mulhouse, le 14 février 2012

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSÉES
PRÉSENTATION EN CODERST**

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement /
Demande d'autorisation de la société AMCOR-TOBACCO à
UNGERSHEIM

PJ : un projet d'arrêté portant autorisation d'exploiter

- 1. Présentation de la demande**
- 2. Situation générale de l'établissement**
- 3. Enquête publique et avis des services administratifs**
- 4. Observations du rapporteur**
- 5. Conclusions**

1 – Présentation de la demande

La société AMCOR TOBACCO PACKAGING France exploite sur la commune d' Ungersheim, des installations d'impression par héliogravure d'emballages en carton. L'établissement est en exploitation depuis 1975, le dernier arrêté préfectoral d'autorisation prescrit à l'issue d'une procédure ayant fait l'objet d'une enquête publique est en date du 04 novembre 1992. Par courrier du 10 novembre 2009, l'exploitant a sollicité auprès du Préfet du Haut-Rhin une autorisation d'augmentation de production et de modification de ces installations pour la mise en place d'un groupe supplémentaire sur la rotative R7 et 2 groupes supplémentaires sur la rotative R8. Ces modifications étant susceptibles d'entraîner un accroissement des émissions de Composés Organiques Volatils de plus de 10%, en application de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009, il a été demandé à l'exploitant de solliciter une nouvelle demande d'autorisation qui sera soumis aux mêmes formalités qu'une demande initiale.

La société AMCOR TOBACCO PACKAGING France a donc déposé une demande afin de réaliser les modifications décrites ci-dessus le 21 décembre 2010 complétée le 31 mai 2011.

2 – Situation générale de l'établissement

2.1 – Description sommaire des activités

En héliogravure, l'image est formée de petits creux sur la surface lisse d'un cylindre. Ce dernier est constitué d'une base en acier cuivrée et revêtue d'une fine couche de chrome dur. Dans ce procédé, le cylindre est inondé d'encre et la surface est essuyée pour ne laisser de l'encre que dans les zones en creux de l'image. Cette technique donne des rendus de haute qualité et permet des impressions en relief, elle est généralement réservée aux grandes séries du fait du coût élevé de fabrication des cylindres.

Une rotative est composée de 10 à 12 groupes imprimeurs. Chaque groupe est composé d'un cylindre gravé baignant dans une baignoire d'encre, d'un cylindre presseur, d'une racle permettant d'éliminer le surplus d'encre sur le cylindre gravé, d'un sécheur par soufflage d'air chaud.

Les groupes sont en ligne, chacun imprimant une couleur séparée sur la même face du carton.

L'établissement d'Ungersheim exploite 3 rotatives, R1, R7 et R8. R1 est équipée de 12 groupes, R7 de 11 groupes et R8 de 10 groupes, la demande consiste à faire passer les 3 rotatives à 12 groupes imprimeurs.

Les vapeurs de solvants contenus dans les encres, essentiellement constituées de C.O.V., sont récupérées par aspiration au niveau des 3 rotatives et sont brûlées au travers d'un oxydeur équipé d'un brûleur fonctionnant au gaz naturel. L'oxydeur reçoit également les vapeurs captées au niveau des machines à laver, du local lavage et de la distilleuse à solvants.

Un analyseur en continu contrôle les émissions en sortie de l'oxydeur.

L'établissement fonctionne en 3x8 du lundi au vendredi, selon les besoins des équipes supplémentaires peuvent travailler le week-end. Le site emploie environ 150 personnes.

2.2 – Environnement de l'établissement

La société AMCOR TOBACCO PACKAGING est implantée sur un terrain de 2,8 hectares situé sur la zone industrielle et artisanale d'Ungersheim. L'exploitant occupe depuis 1974, ce site, le bâtiment a été construit en 1974 puis étendu 1978, sa surface actuelle est de 14 400m². Le projet ne nécessite pas d'extension des bâtiments ni de modification des parties extérieures de l'établissement.

Le site est entouré :

- au Nord: par la route départementale 4 bis (rue d'Ensisheim) puis la caserne des pompiers, les entreprises Lux éléments, Wagner et une station de lavage pour voitures;
- à l'Ouest: la rue des violettes et un terrain de football;
- au Sud : un chemin communal puis des maisons individuelles, un club de tennis et une entreprise de logistique;
- à l'Est: l'entreprise SMS.

La zone est située en bordure de la plaine d'Alsace, à une altitude d'environ 218 m. Le sol est constitué d'une couche de remblais sablo -graveleux puis de sables-limoneux.

Les eaux de la nappe souterraine s'écoulent à environ 8 m de profondeur au droit du sol.

Il existe plusieurs cours d'eau à proximité dont:

- le Feidbach interne en bordure au Sud-Est;
- la Vieille Thur à 450 m à l'Est;
- le Feidbach moyen à 400 m à l'Est;
- la Thur à 2 km au Sud-Est.

Le secteur n'est pas répertorié en zone d'aléa inondation.

Les zones classées NATURA 2000, les plus proches, sont à 6 km , il s'agit des zones de la Hardt.

L'étendue du site n'est pas modifiée par le projet présenté.

En matière d'urbanisme, le secteur d'implantation du site est classé par le POS en zone UE, zone destinée aux activités industrielles, artisanales et commerciales non polluantes.

L'entreprise emploie 74 personnes et travaille en équipes de 3 X 8h.

2.3 – Situation administrative

L'établissement relève du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation, volume autorisé	Rayon d'affichage
1432.2.a	A	<p>Liquides Inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) :</p> <p>2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>a) représentant une capacité totale supérieure à 100m³</p>	<p>Vernis , encres et laques en sceaux et fûts (coefficient 1) : Ve = 100m³</p> <p>Solvants au local lavage (coefficient 1) Ve = 2,5 m³</p> <p>Solvants en réservoirs enterré (coefficient 1)Ve = 30 m³</p> <p>Stocks aux rotatives (coefficient 1) Ve = 2,5 m³</p> <p>Ve total = 135 m³</p>	2 km
1433.B .a	A	<p>Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) :</p> <p>B .Autres installations que simple mélange à froid :</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>a) Supérieure à 10 t</p>	<p>Installations de mélanges, distillation et utilisation</p> <p>Volumes de liquides inflammables (encres) mis en œuvre dans les rotatives (coefficient 1): 1,5 tonnes</p> <p>Station de mélange (hall 11-02) (coefficient 1): 10 tonnes</p> <p>Solvants mis en oeuvre dans les machines à laver (hall 63-01) (coefficient 1) :3,4 tonnes</p> <p>stockage solvants et encres (hall 13-01) (coefficient 1): 21 tonnes</p> <p>quantité total = 35,9 tonnes</p>	2 km
2450.2.a	A	<p>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante :</p> <p>2. Héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) supérieure à 200 kg /j</p>	<p>Héliogravure: 3 rotatives composées chacune de 12 groupes imprimeurs</p> <p>Quantité totale de produits consommée : 5 100 kg/j</p>	2 km

2564.1	A	<p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques :</p> <p>Le volume total des cuves de traitement étant :</p> <p>1 : supérieur à 1500 l</p>	<p>nettoyage avec des solvants organiques:</p> <p>3 machines à laver d'un volume respectif d'environ 1,5m³, 4,5 m³ et 3 m³</p> <p>soit un volume total de 9000 l</p>	1 km
2915.1.a	A	<p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est :</p> <p>a : supérieure à 1000 l</p>	<p>Circuit de chaudières contenant 6 000 l</p>	1 km
1434.1.b	DC	<p>Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435) :</p> <p>1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 1 m³/h mais inférieur à 20 m³/h.</p>	<p>Débit maximal des pompes du hall 13-01: 1,8 m³/h</p>	
1530.3	D	<p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³.</p>	<p>3 600 m³.de matières premières (bobines de carton) 2 450 m³.de produits finis</p> <p>Soit un volume total de 6 050 m³</p>	
		Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2271.		

2910.A.2	D	<p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	6 chaudières à gaz naturel , puissance totale 5,14 MW	
2925	D	<p>Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	Puissance 60 KW	
2920	NC	<p>Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, :</p> <p>Puissance absorbée inférieure à 10 MW</p>	<p>3 compresseurs à air d'une puissance totale de 126 kW</p> <p>4 compresseurs à gaz d'une puissance totale de 357 kW (groupes froid)</p> <p>Puissance totale 483 kW</p>	

A: Autorisation - D : Déclaration – NC : Non Classé – DC : Déclaration et Contrôle

3 – Enquête publique et avis des services administratifs

3.1 – Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 03 octobre au 03 novembre 2011 sur les communes d'Ungersheim, Ensisheim, Feldkirch, Raedersheim et Réguisheim. Le commissaire-enquêteur a remis son rapport le 17 novembre 2011 à la préfecture du Haut-Rhin.

En conclusion, le commissaire-enquêteur émet un avis favorable sans réserve à la demande présentée par de la société AMCOR-TOBACCO.

Il convient de signaler qu'aucune remarque n'a été formulée sur les registres d'enquête publique.

3.2 – Enquête administrative

L'Agence Régionale de Santé a remis son avis le 25 août 2011, elle valide l'évaluation des risques sanitaires effectuée par le pétitionnaire qui conclut à des risques sanitaires acceptables pour la population riveraine vivant et travaillant à proximité du site mais précise que des mesures de réduction des émissions s'imposent ainsi que des mesures de surveillances afin de réduire l'exposition des travailleurs aux substances toxiques et cancérigènes par inhalation.

Le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile émet, par courrier en date du 15 septembre 2011, un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre effective de toutes les mesures de prévention et de protection destinées à protéger le sol et les eaux d'une pollution du milieu environnant. Ce service précise également que le site se situe dans une zone de remontée de nappe et qu'il peut être concerné par le risque barrage (bassin versant de la Thur).

La Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Alsace indique, dans son avis du 25 août 2011, que plusieurs occupations de la période du Néolithique sont recensées dans ce secteur, ce service n'émet pas d'observation à l'encontre de la présente demande mais précise que tout projet ultérieur dès lors qu'il engendrera des terrassements susceptibles de porter atteinte à la conservation de vestiges potentiels devra faire l'objet d'une consultation préalable du Service Régional de l'Archéologie.

La Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin émet, par courrier daté du 19 septembre 2011, un avis favorable considérant que le terrain est situé en zone UE, dans laquelle les activités industrielles sont autorisées.

Remarques et avis formulés par la Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature (MISEN) par courrier du 27 septembre 2011 :

- les eaux de toitures sont évacuées vers un fossé et les eaux de ruissellement rejoignent après traitement, un puits filtrant. La MISEN demande que l'exploitant étudie la possibilité de rejeter ses eaux vers le milieu superficiel ou par exemple mettre en place une noue d'infiltration qui limiterait les impacts d'un rejet d'hydrocarbures;
- Les surfaces imperméabilisées représentant près de 20 000 m², la MISEN demande que soit étudiée la possibilité de stocker les eaux jusqu'à concurrence d'un événement décennal.
- La MISEN constate que les capacités de stockage des eaux d'extinction sont supérieures de 200 m³ par rapport aux besoins, alors que l'exploitant envisage d'imperméabiliser encore une zone de bosquet pour accroître sa capacité de rétention de 50 m³.

La MISEN émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

La Direction des Routes et des Transports du Conseil Général précise par courrier en date du 12 août 2011 que le dossier ne traite pas de l'impact des activités sur la voie verte 123 passant à l'arrière du site et n'émet pas d'avis.

Le Service Départemental d'Incendie et Secours, par courrier du 14 novembre 2011, n'émet pas d'avis mais a repris les calculs des besoins en eau pour la défense incendie et à recenser les moyens

d'extinction et de rétention disponibles. Les besoins en eaux sont estimés à 360 m³/h pendant 2 heures et les moyens disponibles sont capables de fournir 400 m³/h. Des mesures de débit ont été effectuées sur les poteaux incendie le 11 octobre 2011 en présence du SDIS.

Le SDIS préconise un recoupement coupe-feu de deux heures pour réaliser 2 zones de stockage (entre les zones 40 et 32-21).

3.3 – Avis des Conseils Municipaux

Le Conseil Municipal de Réguisheim a rendu un avis favorable au projet lors de la séance du 17 octobre 2011.

Les délibérations des Conseils Municipaux d'Ungersheim, de Raedersheim, de Feldkirch et d'Ensisheim ne sont pas parvenues à ce jour à l'Inspection.

4 – Observations du rapporteur

4.1 – Examen des risques et inconvénients inhérents à l'exploitation des installations et dispositions prévues pour les réduire

a) EAU

Le site est alimenté en eau uniquement par réseau de la ville d'Ungersheim, l'eau est consommée pour les besoins sanitaires, l'humidification de l'air ambiant et l'appoint des circuits de chauffage et de refroidissement par eau glacée.

Les eaux usées sont rejetées dans le réseau public d'assainissement, elles sont constituées d'eaux sanitaires, d'une partie des eaux du système d'humidification et en faible quantité des eaux de refroidissement non polluées lors d'une purge ou vidange d'un circuit de refroidissement d'une machine.

Les eaux pluviales de toiture, non susceptibles d'être polluées, sont rejetées vers le ruisseau le « Feidbach interne » au Sud-Est du site.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les surfaces imperméabilisées sont infiltrées au travers d'un puits filtrant après passage dans un débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Le puits est équipé d'une sur-verse vers le Feidbach interne.

Il sera demandé d'exploitant d'étudier la possibilité de supprimer le puits d'infiltration et de rejeter dans le « Feidbach interne » après passage dans un séparateur d'hydrocarbures la totalité des eaux pluviales, également la possibilité d'implanter un bassin d'orage capable de recueillir le premier flot des eaux pluviales.

b) AIR

En 2010, 752,9 tonnes de solvants ont été employés sur le site, les émissions diffuses sont estimées à 106 tonnes et les émissions canalisées, sortie incinérateur, à 8 tonnes.

c) SANTE

L'évaluation des risques sanitaires réalisées porte sur l'ensemble des émissions du site et pas uniquement sur les groupes d'impression supplémentaires, objets de la présente demande d'autorisation.

Les substances retenues pour les effets non cancérogènes sont : aluminium, cuivre, zinc, formaldéhyde, acéthaldéhyde, éthylbenzène et xylène pour les substances cancérogènes : formaldéhyde, acéthadéhyde et éthylbenzène.

Les indices de risques totaux , effets non cancérogènes, sont compris entre 0,01 et 0,29, selon les scenarii d'exposition étudiés pour les populations riveraines. Ils sont inférieurs à 1, donc on peut conclure à l'absence de risques sanitaire pour les substances étudiées et selon les scenarii d'exposition définis. Le scénario le plus pénalisant est: un enfant devenu adulte ayant toujours résidé à proximité du site et consommant des fruits et légumes provenant de son potager situé dans la zone d'exposition.

Pour les risques cancérogènes , les excès de risques individuels cumulés se situent entre $2,25 \cdot 10^{-7}$ et $1,12 \cdot 10^{-6}$, selon les scenarii d'exposition étudiés. Les valeurs sont inférieures à la valeur de référence de 10^{-5} , on peut conclure à un niveau de risque acceptable. La voie d'exposition pour ces substances est l'inhalation.

d) BRUIT et TRAFIC

Les émissions sonores du site sont principalement liées aux fonctionnement de l'oxydeur thermique (fonctionnement des clapets), aux ventilateurs d'extraction et à la circulation des véhicules liés aux activités de l'établissement.

Le trafic routier lié à l'activité est estimé à 16 poids lourds par jour en moyenne, dans une zone dédiée aux activités industrielles aux voiries adaptées. Cela représente moins de 1 % du trafic total et 3,5 % du trafic poids lourds de la RD4bis entre Ungersheim et Ensisheim.

Un contrôle acoustique dans les six mois suivant la notification de l'arrêté de prescriptions puis tous les 5 ans est prévu dans le projet de prescriptions.

e) DECHETS

Les principaux déchets issus du fonctionnement du site sont :

- le chutes de carton et papier, ces déchets sont recyclés dans l'industrie papetière, le volume est estimé à environ 4700 tonnes par an;
- déchets banals, estimés à 200 t/an, envoyés en incinération après tri;
- déchets dangereux :encre , laques vernis, distillats , 90 tonnes par an , incinération;
- déchets dangereux :seaux souillés, 25 tonnes par an , reprise par le fournisseur;
- déchets dangereux: chiffons souillés, 190 tonnes an , recyclage.

L'établissement exploite une installation de distillation des solvants permettant de régénérer les solvants après usage qui sont ensuite réutilisés sur le site.

f) RISQUES ACCIDENTELS

Étude de dangers

Dans le cadre de l'étude de dangers 28 scénarii accidentels ont été étudiés, les risques accidentels sont: principalement des risques d'incendie liés à l'utilisation et au stockage de liquides facilement inflammables et de cartons, des risques d'explosion au niveau des dépoussiéreurs, des risques d'épandage de substances polluantes pour l'environnement (huiles,acides,...).

La gravité des conséquences sur les personnes physiques correspondant à des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement et la probabilité des accidents sont appréciées selon les échelles définies par l'arrêté du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation («A» à «E» pour la probabilité et «Modéré» à «Désastreux» pour la gravité des conséquences sur les personnes).

Les échelles de probabilité sont précisées à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, sous forme du tableau présenté ci-dessous.

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative ¹ (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) ²	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations..</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installations, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)	10 ⁻⁵	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²	

L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences d'un accident à l'extérieur des installations est précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, sous forme du tableau présenté ci-dessous.

NIVEAU DE GRAVITÉ des conséquences	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux significatifs	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets irréversibles sur la vie humaine
Désastreux.	Plus de 10 personnes exposées (1).	Plus de 100 personnes exposées.	Plus de 1 000 personnes exposées.
Catastrophique.	Moins de 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes.	Entre 100 et 1 000 personnes exposées.
Important.	Au plus 1 personne exposée.	Entre 1 et 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.
Sérieux.	Aucune personne exposée.	Au plus 1 personne exposée.	Moins de 10 personnes exposées.
Modéré.	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne ».

(1) Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

L'étude de dangers réalisée sur l'établissement AMCOR TOBACCO a permis d'identifier les phénomènes dangereux suivants, susceptibles de provoquer des effets en dehors des limites du site.

Abr.	Phénomène dangereux	Classe de probabilité	Effets hors du site
T1	Incendie machine à laver (sans sprinklage)	C	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 5,75 m
T2	Incendie machine à laver (avec sprinklage)	B	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 3,75 m
T3	incendie stockage carton et bois (hall 30 et 40)(sans sprinklage)	D	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 26 m
T4	incendie stockage carton et bois (hall 30 et 40)(avec sprinklage)	C	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 2,75 m
T5	incendie stockage déchets carton (hall 61) (sans sprinklage)	D	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 9 m
T6	incendie stockage déchets carton (hall 61) (avec sprinklage)	C	Flux thermiques (3,5 et 8 kW/m ²) distance 3 kw/m ² : 2,5 m

Application de la grille de criticité « MMR » à l'établissement AMCOR TOBACCO à Ungersheim

Gravité	Probabilité				
	E	D	C	B	A
Désastreux					
Catastrophique					
Important		T5 ,T3			
Sérieux			T1		
Modéré			T4, T6	T2	

	cases « NON »		cases « MMR2 »		cases « MMR 1 »
---	---------------	---	----------------	--	-----------------

Cases dites « MMR » Mesures de maîtrise des risques de rang 1, un accident situé dans cette case implique la nécessité de mettre en place des mesures appropriées de maîtrise des risques, la mise en place d'un système d'extinction automatique par aspersion d'eau (sprinklage) constitue une mesure de maîtrise des risques.

Le nombre d'accidents situés sur les cases dites « MMR2 » ne peut excéder 5 accidents.

Au regard de la grille de criticité, les risques accidentels susceptibles d'être générés par l'établissement AMCOR TOBACCO sont acceptables dans son environnement actuel, cependant cette appréciation devra être revue en cas de modification des installations et des conditions d'exploitation, de l'environnement et des usages à proximité de l'établissement et de l'évolution des connaissances techniques.

Mesures de Maîtrise des Risques

Les stockages d'encres et de cartons sont équipés de systèmes d'extinction automatique par aspersion d'eau (sprinklage). Le réseau est alimenté par 2 motopompes diesel autonomes reliées à une réserve d'eau de 470 m³.

Des explosimètres sont implantés dans le local de lavage, le projet d'arrêté renforcera cette disposition en précisant que les concentrations ne doivent pas excéder 25% de la LIE(Limite Inférieure d'Explosivité) dans les locaux et les gaines en entrée de l'oxydeur thermique ce qui représente une concentration proche de 12 g/m³, pour de l'acétate d'éthyle ou l'éthanol qui ont des LIE comprises entre 40 et 50 g/m³. Cette marge de sécurité est nécessaire pour prévenir les risques d'explosion au niveau des lits céramiques de l'oxydeur (Source BREF STS 2007).

Les 3 rotatives sont équipées de systèmes d'extinction automatique par injection de CO₂, le système se déclenche en cas de détection d'une température supérieure à 230°C dans la machine d'impression.

Les locaux de stockage de produits dangereux sont disposés sur des fosses étanches. La cuve enterrée de stockage d'acétate d'isopropyle de 30 000 l est à double peau reliée à une canalisation à double tubage. La cuve est équipée d'un dispositif de détection de fuite relié à une alarme.

Les stockages d'encres et de solvants sont implantés dans des locaux séparés par des murs coupe-feu.

g) MISE EN OEUVRE DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES (MTD)

Les meilleures techniques disponibles sont référencées et décrites dans des documents publiés par la commissions européenne, appelés « BREFs ». Pour les procédés d'impression d'emballages souples par héliogravure il convient de se référer au BREF « Traitements de Surface utilisant des solvants organiques, publié en août 2007 ».

Surveillance:

Surveiller les émissions de COV pour les réduire au maximum et utiliser les technologies les mieux adaptées: AMCOR TOBACCO rédige annuellement un plan de gestion des solvants.

Le plan de gestion de solvants 2010, a été transmis par l'exploitant au Préfet le 7 juillet 2011. En 2010, 752,9 tonnes de solvants ont été employées sur le site, les émissions diffuses sont estimées à 106 tonnes et les émissions canalisées, sortie incinérateur, à 7,96 tonnes.

Les données figurant dans le plan de gestion des solvants permettent de calculer le rendement d'élimination des COV au travers de l'oxydeur thermique qui est supérieur à 98,6%.

L'exploitant a mis en place un programme d'actions en vue de réduire les émissions diffuses, ainsi la gestion des encres a été optimisée ce qui réduit également les quantités en stock et les déchets produits. Les bacs à encres ont été modifiés afin de diminuer les volumes d'encres. Des méthodes de travail ont été redéfinies afin de limiter les émanations de solvants.

L'oxydeur est équipé d'un dispositif de mesure en continu des COV avec enregistrement des données, des mesures annuelles sont effectuées sur les autres émissaires.

Gestion des matières premières

Afin de réduire les références et les quantités d'encres stockées, l'exploitant prépare en interne des petites quantités d'encres par mélange à partir des couleurs de base, l'avantage de cette technique mentionnée dans le BREF est de réduire les pertes résiduelles de matières (fonds de fûts) et de limiter les quantités stockées.

Les bacs à encre devant les groupes imprimeurs sont refroidis afin de limiter l'évaporation des solvants.

Les rotatives sont directement alimentées en solvants afin de limiter les émissions lors des transvasements.

Utilisation de substances moins nocives

Le BREF préconise de substituer lorsque cela est techniquement possible les produits cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques étiquetés R45, R46, R49, R60 et R61. AMCOR TOBACCO n'utilise pas ce type de produits ni de solvants aromatiques ou organo-halogénés.

Réduire les émissions en sélectionnant des techniques utilisant peu ou pas de solvants, pour le nettoyage AMCOR TOBACCO est à la recherche de produits de substitutions, actuellement les produits testés concluants sont plus dangereux que les solvants actuellement utilisés.

Pour l'impression, AMCOR TOBACCO est tributaire des clients qui imposent les types d'encres et vernis.

Traitement des gaz résiduels

Les trois rotatives sont équipées d'aspiration de vapeurs, ainsi que les machines à laver, la distilleuse à solvants et le local de lavage.

L'oxydeur thermique est de type régénératif : il utilise la chaleur de l'épuration pour préchauffer les céramiques contenues dans les cuves de l'incinérateur. Son fonctionnement n'est pas autotherme, un brûleur alimenté au gaz naturel permet d'obtenir la température nécessaire à l'incinération des COV. En 2010, la concentration en COV en sortie de l'oxydeur thermique était de 15,1 mg/m³ et de 12 mg/m³ pour les NOx, le BREF mentionne des valeurs comprises entre 10 et 20 mg/m³ pour les COV et inférieures à 100 mg/m³ pour les NOx pour ce type d'oxydeur.

Le rendement d'élimination des COV au travers de l'oxydeur thermique est supérieur à 98,6%, le BREF précise que les rendements attendus se situent généralement entre 98 et 99,9 % pour ce type d'installation.

Récupération des solvants usagés

Le BREF précise que les déchets à base de solvants peuvent être distillés pour en récupérer les solvants et ainsi réduire les quantités de déchets dangereux produits. Cette technique est mise en œuvre par AMCOR-TOBACCO.

Chiffons de nettoyages réutilisables

Les chiffons souillés sont recyclés par une entreprise externe, ce mode de gestion est considéré comme faisant parti des meilleures techniques disponibles.

AMCOR-TOBACCO met en œuvre dans son établissement d'Ungersheim les principales MTD référencées pour l'héliogravure sur emballages souples, les émissions mesurées se situent dans les plages de références mentionnées par le BREF « Traitements de Surface utilisant des solvants organiques, publié en août 2007 ».

4.2 – Avis de la DREAL

L'ensemble des dispositions prises ou prévues visent à limiter l'impact et les risques liés à l'installation.

Un porter à connaissance concernant les effets thermiques sortant du site en cas d'incendie devra être réalisé rapidement et transmis à la commune d'Ungersheim, pour que les restrictions d'urbanisme correspondantes puissent être intégrées au document d'urbanisme de la commune.

Le projet respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

4.3 – Avis du rapporteur sur les résultats de l'enquête publique et des consultations administratives

Les remarques émises lors de l'enquête des services ont abouti à des prescriptions particulières reprises dans le projet d'arrêté.

Aucun des services consultés ne s'oppose au projet.

4.4 – Prescriptions applicables

Les textes considérés dans le projet de prescriptions sont :

- le Code de l'Environnement, et notamment les titres I et IV du livre V ;
- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis par les installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux établissements susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- Circulaire DEPPR/SEI n° 26-42 du 05/04/88 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement instruction technique relative aux ateliers de reproduction graphique.

5 – Conclusions

Nous proposons un avis favorable à la demande de la société AMCOR TOBACCO, sous réserve du respect des prescriptions proposées dans le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.